



Taux actuels de **retard de croissance**: 3.8% **d'émaciation**: 42.4% **Proportion souffrant d'insuffisance pondérale**: 16.7%

Source: Gouvernement malawien (Enquête finale MDG, 2014)

Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (23.45 % des dépenses publiques en 2014) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Malawi : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (16.8% des dépenses publiques en 2014) vont au-delà des engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Malawi : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Malawi Growth and Development Strategy II) accorde une grande importance à la nutrition.
- Malawi : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Malawi : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013-2014.
- Malawi : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Malawi : en 2015, 90.2% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Malawi : 96.1% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Malawi : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Malawi : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Malawi : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 41 % des enfants en 2014.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (41% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Malawi : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.
- Le taux d'enregistrement des naissances (63.9% en 2014) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)****Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	23.45%	2014	1er
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	16.8%	2014	1er

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Moyen	2014	16e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Moyen	2013	21er ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	63.9%	2014	22e ex aequo
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	20e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Bon	2011	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	7e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**Dépenses publiques**

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2014	1er ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	41%	2014	37e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	90.2%	2015	9e ex aequo
Population ayant accès à un assainissement amélioré	41%	2015	17e
Visites médicales pour les femmes enceintes	96.1%	2014	11er
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2011-2016	2e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2013-2014	1er ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2016	15e ex aequo
----------------------------------------------------------------------	----------------------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel